

Adhérent(e)

Monsieur Madame

Nom :

Nom de naissance :

Prénom(s) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

Date de naissance : Département de naissance :

Commune de naissance :

Pays de naissance :

Pays de résidence fiscale :

Tél. mobile :

E-mail :

Situation professionnelle	<input type="checkbox"/> Actif <input type="checkbox"/> Étudiant/élève/apprenti <input type="checkbox"/> Demandeur d'emploi <input type="checkbox"/> Retraité <input type="checkbox"/> Autre inactif Catégorie socio-professionnelle : Secteur d'activité : Immobilier, Bâtiment, Travaux Publics Profession (si demandeur d'emploi/retraité, profession antérieure) :
Résidence fiscale	<ul style="list-style-type: none"> • êtes-vous résident fiscal français? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non • Avez-vous une seule résidence fiscale? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <p><i>Si vous avez répondu "non" à au moins une de ces questions, veuillez compléter la partie suivante:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • J'atteste être soumis(e) à des obligations fiscales en tant que résident(e) ou citoyen(ne) de l'état ou territoire suivant: France • Numéro fiscal (si résident fiscal étranger): • Je n'ai aucune obligation fiscale dans d'autres états ou territoires. <p><i>Si plusieurs pays de résidence fiscale, reportez la totalité sur papier libre daté et signé</i></p>
Renseignements complémentaires	<p><i>La réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme oblige les organismes financiers à interroger leur clientèle concernant leur situation vis-à-vis de certaines fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives bien précises.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Exercez-vous, ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, quelle fonction ? dans quel pays ? • Une personne de votre famille ou de votre entourage exerce-t-elle ou a-t-elle exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, quelle fonction ? dans quel pays ? <p>Quel est votre lien avec cette personne ?</p> <p><i>Dans le cas d'un "oui" à l'une et/ou à l'autre des deux questions, l'adhésion au contrat Yomoni Vie ne sera effective qu'après validation par Survenir du dossier d'adhésion.</i></p>
Situation familiale	<input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Pacsé(e) <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Union libre Si marié(e), indiquez le régime matrimonial : Nombre d'enfants à charge :
Capacité juridique	<input type="checkbox"/> Majeur capable <input type="checkbox"/> Mineur
Tranche de revenus annuels du foyer	<input type="checkbox"/> Moins de 50 k€ <input type="checkbox"/> 50 à 100 k€ <input type="checkbox"/> 100 à 150 k€ <input type="checkbox"/> Supérieure à 150 k€
Patrimoine du foyer	<input type="checkbox"/> Moins de 50 k€ <input type="checkbox"/> 50 à 100 k€ <input type="checkbox"/> 100 à 150 k€ <input type="checkbox"/> 150 à 750 k€ <input type="checkbox"/> 750 à 1500 k€ <input type="checkbox"/> Supérieur à 1500 k€
Objectif principal du contrat (un seul choix possible)	<input type="checkbox"/> Valorisation d'un capital <input type="checkbox"/> Préparation à la retraite <input type="checkbox"/> Transmission <input type="checkbox"/> Revenus/Rentes <input type="checkbox"/> Prévoyance <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) :

Caractéristiques de votre adhésion au contrat Yomoni Vie

Durée du contrat : viagère

Adhésion pour une durée indéterminée : le contrat prendra fin au moment de votre décès ou par anticipation, si vous choisissez d'effectuer un rachat total.

Versement(s) sans frais

• **Versement initial :** €

Réglé par prélèvement sur le compte bancaire suivant dont je suis titulaire :
IBAN n°

• **Versements programmés :** Oui Non

Si "oui" :

Montant : € sans frais (50 € minimum)

Périodicité : mensuelle trimestrielle semestrielle annuelle

Jour de prélèvement : 1^{er} 8 20 du mois/trimestre/semestre/année.

• Origine des fonds :

Epargne déjà constituée Cession de bien Héritage/donation Capitaux activité professionnelle Gain aux jeux Indemnisation/dommages & intérêts
 Vente d'actifs immobiliers

En fonction du seuil et des critères en vigueur au jour de l'opération, merci de joindre un justificatif.

Choix du mode de gestion

Je choisis le **mandat d'arbitrage**

Veillez également compléter, signer et retourner le formulaire "mise en place de mandat d'arbitrage" présenté ci-après.

Je choisis la **gestion libre**

Bénéficiaires

L'adhérent désigne comme bénéficiaire(s) en cas de décès avant le terme de l'adhésion :

Clause générale

Son conjoint non séparé de corps ou la personne avec laquelle il a conclu un Pacte Civil de Solidarité (Pacs) en vigueur à la date du décès, à défaut ses enfants nés ou à naître, vivants ou représentés par parts égales, à défaut ses héritiers en proportion de leurs parts héréditaires y compris les légataires universels.

Clause libre

Valeur de rachat de votre adhésion au contrat Yomoni Vie

La valeur de rachat de l'adhésion est égale à la somme des valeurs de rachat de chaque support d'investissement.

Compte tenu du caractère multisupport du contrat et d'un versement réalisé sur une ou plusieurs unités de compte, **il n'existe pas de valeurs de rachat minimales exprimées en euros** de la totalité du contrat de l'adhérent. Les valeurs de rachat indiquées ci-après sont données à titre d'exemple et ne prennent pas en compte les éventuels versements, rachats partiels ultérieurs ou arbitrages, réalisés notamment dans le cadre du mandat d'arbitrage.

Support en euros

Pour un versement réalisé sur le fonds en euros, la valeur de rachat est égale au montant revalorisé conformément au point 3 de la Notice.

À titre d'exemple, le tableau ci-après décrit l'évolution, sur les huit premières années, de la valeur de rachat exprimée en euros. Ces valeurs, qui tiennent compte des frais annuels de gestion, ne constituent cependant que des minima auxquels s'ajoute la participation aux bénéfices.

(A) : part du versement initial brut versée sur le fonds en euros, exprimée en euros

Au terme de l'année	1	2	3	4	5	6	7	8
Cumul des primes brutes	(A) = ,, €	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)
Cumul des primes nettes	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)
Valeurs minimales garanties	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)	= (A)

Les valeurs de rachat ci-dessus ne tiennent pas compte de tous les prélèvements, notamment des prélèvements sociaux et fiscaux.

Supports en unités de compte

Pour un versement réalisé sur les unités de compte, la valeur de rachat exprimée en euros est égale au produit du nombre d'unités de compte détenues par la valeur liquidative de l'unité de compte (UC).

Exemple de calcul au terme de la première année pour un investissement net de frais sur versement(s) représentant 100 parts en début d'année, en gestion libre ou en mandat d'arbitrage :

- gestion libre : $100 \times (1 - 0,60 \%) = 99,4000$ UC,

- mandat d'arbitrage : $100 \times (1 - 1,30 \%) = 98,7000$ UC.

La valeur de rachat de l'unité de compte (UC) en euros au terme de la première année est donc de $99,4000 \times$ valeur liquidative de l'UC au 31 décembre en gestion libre ou de $98,7000 \times$ valeur liquidative de l'UC au 31 décembre en mandat d'arbitrage.

Le tableau ci-après décrit l'évolution, sur les huit premières années, de la valeur de rachat exprimée en nombre d'unités de compte d'un investissement net de frais représentant 100 parts. Ces valeurs de rachat tiennent compte des frais annuels de gestion.

(B) : part du versement initial brut versée sur les unités de compte, exprimée en euros

Au terme de l'année	1	2	3	4	5	6	7	8
Cumul des primes brutes	(B) = ,, €	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)
Cumul des primes nettes	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)	= (B)
Nombre d'unités de compte minimal garanti en gestion libre (taux de FAG de 0,6 %)	=99,4000	=98,8036	=98,2108	=97,6215	=97,0358	=96,4536	=95,8749	=95,2997
Nombre d'unités de compte minimal garanti avec mandat d'arbitrage (taux de FAG de 1,3 %)	=98,7000	=97,4169	=95,1505	=94,9005	=93,6668	=92,4491	=91,2473	=90,0611

Les valeurs de rachat ci-dessus ne tiennent pas compte de tous les prélèvements, notamment des prélèvements sociaux et fiscaux et des frais qui ne peuvent être déterminés lors de l'adhésion. Les prélèvements effectués sur la provision mathématique du contrat ne sont pas plafonnés en nombre d'unités de compte.

Pour les supports en unités de compte, Suravenir ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte mais pas sur leur valeur. La valeur de ces unités de compte, qui reflète la valeur d'actifs sous-jacents, n'est pas garantie mais est sujette à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.

Déclaration de l'adhérent(e) / Informations

"Je reconnais avoir pris connaissance de la Notice (Réf. 4538-7) comprenant la liste des unités de compte de référence et des caractéristiques principales de chaque support sélectionné dans l'un et/ou l'autre des documents suivants : Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI), note détaillée, annexe complémentaire de présentation.

Je reconnais avoir pris connaissance du Document d'Informations Clés du contrat ainsi que des Informations Spécifiques de chaque option d'investissement sous-jacente de mon contrat, dans un temps utile avant la conclusion de mon contrat, me permettant de prendre ma décision d'investissement en connaissance de cause.

À cet effet, j'ai choisi de prendre connaissance des Informations Spécifiques des options d'investissement sous-jacentes du contrat sur le site indiqué dans le Document d'Investissement Clés du contrat.

Je reconnais également avoir été informé(e) du fait que, les unités de compte ne garantissent pas le capital versé. De ce fait, le risque des placements est assumé par l'adhérent(e) au contrat. Les performances de ces unités de compte doivent donc être analysées sur plusieurs années.

J'accepte d'être informé(e) de la conclusion de mon contrat par remise d'une lettre recommandée sous forme électronique et, sous réserve de la disponibilité des documents en version dématérialisée, de recevoir toute information, convocation, notification ou communication de la part de Suravenir et de Yomoni, relative à mon adhésion au contrat Yomoni Vie (notamment certificat d'adhésion, notice, avis d'opéré, relevés d'information annuels), déposée par Suravenir ou Yomoni au sein de mon espace personnel sur le site www.yomoni.fr et/ou par courriel dans ma messagerie personnelle à l'adresse électronique que j'ai indiquée précédemment sur le document.

Je suis informé(e) pouvoir renoncer à la présente adhésion pendant 30 jours calendaires révolus à compter de la date à laquelle je suis informé(e) de la conclusion du contrat Yomoni Vie matérialisée par la réception du certificat d'adhésion. Cette renonciation doit être faite par lettre recommandée, ou envoi recommandé électronique, avec avis de réception adressée à : Suravenir - Service Gestion Vie - TSA 20004 - 35917 Rennes Cedex 9 ou assistance-vie@suravenir.fr

Elle peut être faite selon le modèle ci-après : "Je soussigné(e) (nom, prénom et adresse de l'adhérent) déclare renoncer à l'adhésion au contrat **Yomoni Vie** que j'ai signée le (_____) et vous prie de bien vouloir me rembourser l'intégralité des sommes versées dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la présente lettre. Le motif de ma (notre) renonciation est le suivant : (_____) . Je reconnais également être informé(e) que toutes les garanties cessent à la date de réception par Suravenir de la lettre de renonciation. (Date et signature)".

Je demande l'exécution immédiate de mon contrat avant l'expiration du délai de renonciation de 30 jours prévu par l'ordonnance du 6 juin 2005 relative à la vente à distance".

Des données à caractère personnel vous concernant sont collectées et traitées par Suravenir. Cette collecte et ce traitement sont effectués dans le respect de la réglementation applicable à la protection des données. Toutes les données collectées et traitées sont nécessaires pour la conclusion et l'exécution du contrat, et ont un caractère obligatoire. À défaut, le contrat ne peut être conclu, ou exécuté.

Vous disposez sur ces données de droits dédiés comme notamment un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement, de limitation du traitement, de portabilité que vous pouvez exercer auprès de : Suravenir - Service Relations Clients - 232 rue Général Paulet - BP 103 - 29802 Brest Cedex 9 ou par email : conseilsurav@suravenir.fr.

Vous pouvez vous reporter aux dispositions précontractuelles et contractuelles si vous souhaitez des informations complémentaires.

L'enregistrement de la présente demande est confirmé par un certificat d'adhésion. S'il ne vous était pas parvenu dans un délai d'un mois, nous vous remercions d'en informer Yomoni.

Fait à Paris

LE PRÉSENT BULLETIN ET L'ENSEMBLE DE SES ANNEXES VALENT PROPOSITION D'ASSURANCE

Signature de l'adhérent :

Lu et approuvé



SURAVENIR

UNE FILIALE DU Crédit Mutuel ARKEA

SURAVENIR - Siège social: 232 rue Général Paulet - BP 103 - 29802 Brest Cedex 9.
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital entièrement libéré de 1 111 000 000 euros. Société mixte régie par le Code des assurances. SIREN 330 033 127
RCS Brest. Suravenir est une société soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution (ACPR - 61, rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 9).



YOMONI - Siège social : 12 rue Duhesme - 75018 Paris
Société par action simplifiée au capital de 3 370 417 euros. Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le n° GP-15000014 et courtier en assurance, n° ORIAS 15003517 - SIREN 811 266 170 RCS Paris